

PREMIER JOUR DE LA GRÈVE DES PROFESSEURS, DOCENTS ET DES MAÎTRES-ASSISTANTS EN SCIENCES MÉDICALES

Les examens bloqués dans les facultés de médecine

Le planning des examens des étudiants en médecine est sérieusement perturbé. Au premier jour de la grève illimitée initiée par le Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM) et du Syndicat national des maîtres-assistants en sciences médicales (SNMASM), aucun examen programmé pour la journée d'hier n'a pu se dérouler.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - A Alger, Oran, Constantine, le constat est le même : les professeurs ont boycotté les examens. Une décision prise à l'unanimité par les deux syndicats qui ont choisi sciemment de faire coïncider ce mouvement de débrayage avec les examens. Contacté hier, le Pr Djidjeli, secrétaire général du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales, a confirmé le blocage total des examens. «Aucun examen n'a eu lieu ni à

La Perrine, ni à la Faculté centrale. C'est la même situation qui prévaut aussi bien à Constantine qu'à Oran pour ne citer que ces villes.»

Un constat confirmé également par le docteur Belhadj, secrétaire général du Syndicat national des maîtres-assistants en sciences médicales (SNMASM) qui assure également qu'aucun examen n'a pu se dérouler hier.

La grève, qui risque de se poursuivre plusieurs jours, concerne uniquement le volet enseignement. Résultat : les

cours, les travaux dirigés et les travaux pratiques de graduation et de postgraduation, les examens de graduation et de postgraduation, les jurys du DEMS, de maîtrise d'assistant, de docentat, de professorat et de thèse seront bloqués. Au niveau de la Faculté de médecine d'Alger, les étudiants regroupés dans la cour à défaut de pouvoir passer les examens commentaient le mouvement de protestation de leurs professeurs et apportaient leur totale soutien à leur action même si certains ont affiché des craintes de voir le planning des cours et des examens totalement chamboulé. A l'origine de cette décision, des revendications socioprofessionnelles non satisfaites depuis plus de deux années. Des revendications qui s'arti-

culent autour du «respect et de la reconnaissance des syndicats autonomes en tant que partenaire social à part entière, la révision de la grille des salaires et du point indiciaire en rapport avec l'inflation galopante, l'ouverture des négociations sur le régime indemnitaire et un statut digne pour les professionnels de la santé». La tutelle a-t-elle tenté hier d'ouvrir un dialogue ? «Non», répondent nos deux interlocuteurs.

Le département de Harraoubia avait choisi de débattre sur la forme plutôt que de s'attaquer au fond du problème. Le ministre de l'Enseignement supérieur avait laissé le soin à son secrétaire général d'envoyer un courrier aux syndicats dans lequel il leur rappelait que «la grève à laquelle vous appelez doit répondre aux dispositions législatives régissant les conflits de travail et l'exercice du droit de grève, laquelle législation ne prévoit pas un arrêt de travail ouvert». Ce à quoi les syndicalistes avaient répondu que leur mouvement s'inscrivait dans la légalité. Et en dépit de la formule d'usage dans laquelle le SG de Harraoubia assurait de «la disponibilité totale et entière du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique quant à la poursuite du dialogue autour de vos préoccupations», le courant ne passe pas entre les deux parties.

N. I.

CRISE OPPOSANT LA COUR AU BARREAU DE CONSTANTINE

L'épilogue

Le conflit opposant la cour au barreau de Constantine a pris fin hier. Les membres du bâtonnat et les magistrats de cette juridiction, réunis hier sur injonction de la chancellerie, ont finalement trouvé un terrain d'entente après cinq semaines de boycott des audiences par les avocats.

Cette réunion, qui a duré plus de trois heures et qui s'est soldée par la suspension de la grève, a vu le règlement de toutes les questions qui étaient en suspens, a-t-on appris auprès du président du conseil de l'Ordre des avocats de la région de Constantine.

Ainsi, les robes noires reprendront leurs plaidoiries demain, lundi, date de clôture de la session criminelle boycottée. Néanmoins, aucune informa-

tion n'a filtré s'agissant des points abordés lors de cette réunion. Le président du conseil de l'Ordre des avocats de Constantine, d'habitude éloquent, s'est abstenu de faire des déclarations, notamment en ce qui concerne l'avenir du juge des flagrants délits du tribunal de Ziadia qui est responsable du déclenchement de ce mouvement de protestation. Rappelons que la grève des avocats a commencé le 29 novembre dernier à l'issue d'une assemblée générale tenue le 27 novembre après que le juge des flagrants délits de Ziadia eut expulsé un membre du bâtonnat de la salle d'audience. Une expulsion manu militari qui a été perçue comme une humiliation de tout le corps des avocats.

L. H.

AIR ALGÉRIE PREND DE L'ALTITUDE

Fin de contrat avec Air France et prestation assurée pour des Libyens

Air Algérie est-elle en train de se redéployer ? Tout porte à le croire au vu de l'important programme que sa direction générale a mis en place il y a quelque temps. Le ministre des Transports préfère, pour sa part, parler de l'«espoir de voir le pavillon national réorganisé et améliorer davantage ses prestations».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Un souhait exprimé hier lors d'une visite de travail et d'inspection du ministre au niveau de la base de maintenance d'Air Algérie, à l'aéroport international d'Alger.

Depuis quelques mois, la compagnie assure des prestations en maintenance pour le compte de la compagnie étrangère Airlibya, pour un montant d'un million et demi de dollars.

«La maintenance est assurée par une main-d'œuvre 100% algérienne, d'où le recours à des

retraités de la compagnie», a-t-on souligné à Air Algérie. La coopération dans le domaine de la maintenance avec Air France s'arrêtera à la fin du mois en cours.

«La compagnie a acquis assez de savoir-faire pour relever le défi et assurer toutes les tâches qui lui seront confiées.»

Le contrat avec Sogerma fait désormais du passé. «Nous avons beaucoup perdu dans ce domaine», ont confié des responsables de la compagnie.

C'est dans ce contexte bien particulier que la

direction générale d'Air Algérie a mis en place un plan de redéploiement pour donner à cette compagnie une dimension régionale et internationale à travers l'acquisition de onze nouveaux appareils moyen porteur ; un avis d'appel d'offres sera lancé dans les prochains jours.

«Nous avons grand espoir de voir Air Algérie rebondir», a déclaré le ministre des Transports, Amar Tou.

«La compagnie possède les potentialités humaines et techniques pour relever ce défi. Nous avons le savoir-faire et la compétence», a souligné avec fierté M. Amar Tou.

Les pouvoirs publics semblent accorder un intérêt particulier pour la compagnie aérienne nationale, «en mettant à sa disposition tous les moyens pour



Photo : Samir Sid

reconquérir le terrain jusque-là perdu». Conséquemment à ces décisions, «quatre pilotes exerçant au sein d'une compagnie étrangère ont manifesté leur désir de

réintégrer la compagnie», selon le président-directeur général d'Air Algérie, M. Ouahid Bouabdellah. Autres signes de «prospérité» : la compagnie fait aujourd'hui le

plein sur ses vols Alger-Montréal, alors que celui de Pékin, qui sera inauguré prochainement, a déjà enregistré une vingtaine de réservations.

A. B.

Le ministère de la Santé nous écrit

En réaction à notre article, paru dans l'édition du 28 décembre 2008, nous avons reçu la mise au point suivante de la cellule de communication du ministère de la Santé.

«Nous tenons à vous informer que le produit sus-indiqué n'a jamais été remis en question et que seuls onze (11) lots fabriqués à partir de matière première contaminée avaient fait l'objet d'une alerte de pharmacovigilance par l'Agence française de sécurité sanitaire de produit de santé (AFSSAPS). Dans ce cadre, le ministère chargé de la Santé a instruit immédiatement la Pharmacie centrale des hôpitaux, seul importateur à cette période détenant une quantité du lot incriminé (4 528) qui n'a jamais été mise à la disposition des utilisateurs. Le 30 avril 2008, la Pharmacie centrale des hôpitaux a procédé à la restitution de la totalité du produit incriminé (99 990 boîtes) au laboratoire fournisseur, en l'occurrence Sanofi Aventis alors que c'est en date du 15 mai 2008 que l'AFSSAPS a émis un bulletin d'alerte international.

Sur recommandation de l'AFSSAPS, limitant l'usage d'Enoxaparine à la **voie sous-cutanée** car n'engendrant pas d'effets indésirables, le ministère chargé de la Santé a autorisé en date du 3 juin 2008 l'importation du produit avec obligation au fabricant d'apposer une vignette portant la mention «usage par voie sous-cutanée strict».

Réponse de la rédaction

Si les recommandations de l'AFSSAPS limitent l'usage d'Enoxaparine à la voie sous-cutanée, il est à préciser que le Lovenox est actuellement utilisé par voie intraveineuse dans plusieurs CHU et centres de dialyse.

Son utilisation prolongée engendrerait effectivement de nombreux effets indésirables. Plusieurs patients insuffisants rénaux, principalement exposés aux dangers de cet anticoagulant, l'ont signalé au ministère de la Santé.